



SNUDI-FO

Syndicat du Val-de-Marne

Hors de question de rouvrir les écoles à partir du 11 mai !

Les conditions sanitaires ne le permettent absolument pas !

Le bureau départemental du SNUDI-FO 94 réuni au lendemain des annonces du Président de la République sur l'état de la crise sanitaire, s'adresse à tous les personnels :

Emmanuel Macron a fixé provisoirement la fin du confinement au lundi 11 mai, indiquant que « *les crèches et établissements scolaires (écoles, collèges, lycées) rouvriront progressivement* » à partir de cette date.

Mardi 14 avril, le Ministre Blanquer précise que « *tout ne va pas se passer du jour au lendemain* », « *il y aura de très grands aménagements, il faudra gérer les espaces, le nombre d'élèves dans les couloirs, dans les cours de récréation, etc.* » et se donne deux semaines pour préparer un plan de reprise progressif !

Les gestes barrières et la distanciation sociale sont insuffisants pour envisager de rouvrir les cinémas, les restaurants et les théâtres, mais il serait possible de rouvrir les écoles ?

Le gouvernement décide de maintenir la fermeture des universités qui n'accueillent que des adultes pouvant respecter les gestes barrières, mais par contre il n'y aurait aucun problème pour accueillir des enfants de 3 à 11 ans dans des groupes scolaires ? De qui se moque-t-on ?

Le SNUDI-FO 94 rappelle que le gouvernement a **démontré, depuis le début, son incapacité à gérer la pandémie** : décision tardive de fermer les écoles (alors que le virus circulait déjà largement dans le pays) qui a contribué à aggraver la crise sanitaire, incapacité à fournir du matériel de protection élémentaire pour les soignants, incapacité à fournir des respirateurs, ...

Depuis un mois, dans notre département, comme partout en France, alors que l'accueil des enfants de soignants s'effectue dans de tout petits groupes et dans un nombre réduit d'écoles, l'Education Nationale a été dans l'incapacité de fournir aux enseignants volontaires le matériel de protection (masques, gel hydroalcoolique, ...), ni même de leur donner des consignes claires à respecter afin de se protéger et de protéger les jeunes enfants dont l'accueil nécessite pourtant des dispositions particulières. Rien de concret n'a été organisé pour s'assurer d'une désinfection des locaux d'accueil plusieurs fois par jour. Les agents territoriaux présents n'ont pas de protection non plus. Certains collègues volontaires ont donc été atteints du COVID-19, et des enfants de soignants ont été contaminés.

Et le Ministre vient de nous annoncer que, ce qu'il ne fait pas depuis un mois pour un très petit nombre d'enfants dans très peu d'écoles, il le fera dans 2 semaines pour toutes les écoles et 13 millions d'élèves et un million d'enseignants, alors que rien n'est prêt !

Aucun enseignant ne peut croire à de telles fadaïses !

Rien ne permet aujourd'hui de dire que l'épidémie sera terminée à cette date, alors que des centaines de personnes continuent de mourir chaque jour, et que le nombre de décès quotidiens annoncés par le Directeur général de la santé continue encore de croître. Pire, il est à craindre qu'une ouverture des écoles, même en situation de reflux du nombre de malades, n'entraîne une nouvelle vague de l'épidémie. **Le président de la**

Fédération des médecins de France Jean-Paul Hamon considère ainsi que cette décision « *fait courir un risque inutile (...) je pense que c'est prématuré. On s'attendait tous à ce qu'il décrète des vacances jusqu'en septembre.* » (France Info, 13 avril 2020).

Aujourd'hui même, dans les hôpitaux, les EPHAD, les entreprises, les soignants, les malades, les salariés se contaminent entre eux car le gouvernement est incapable de leur fournir des tests, des masques, du gel, des surblouses et des moyens pour isoler les porteurs du virus. N'est-ce pas la première question à régler avant d'envisager toute réouverture des écoles ?

Une réouverture des écoles pour les élèves en difficulté ?

Le 12 mars, le président Macron présentait aux français la fermeture des crèches et des établissements scolaires au motif que « *nos enfants et nos plus jeunes, selon les scientifiques toujours, sont celles et ceux qui propagent, semble-t-il, le plus rapidement le virus, même si, pour les enfants, ils n'ont parfois pas de symptômes* ». Le 13 avril, faisant fi de ce qu'il déclarait un mois plus tôt, il ose maintenant justifier cette réouverture prématurée : « *la situation actuelle creuse des inégalités. Trop d'enfants, notamment dans les quartiers populaires et dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents. (...) C'est pourquoi nos enfants doivent pouvoir retrouver le chemin des classes.* »

Le SNUDI-FO 94 rappelle, qu'en pleine période de confinement, le gouvernement Macron Blanquer n'a pas accordé le moindre poste d'enseignant au département, mais a programmé pour la rentrée prochaine dans les écoles du Val-de-Marne :

- **la fermeture de 105 classes et dédoublements de CP et CE1**, en particulier dans nombres d'écoles de quartiers défavorisés.

- **la remise en cause du droit des élèves allophones à bénéficier d'une aide spécialisée adaptée** à temps complet en dénaturant totalement le travail des enseignants en UPEAA. Les enfants de migrants, les enfants Rom sont les grandes victimes de cette dernière mesure honteuse.

Tous ceux qui sont attachés au droit à l'instruction et qui se refusent à voir une génération entière d'enfants purement et simplement sacrifiés ne peuvent que s'élever contre une telle forfaiture et exiger, non seulement l'abandon de toutes les fermetures, le maintien des UPEAA à temps complet dans une école, mais aussi que soit attribuée une dotation exceptionnelle de postes d'enseignants supplémentaires pour toutes les écoles du département, particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, pour organiser des dédoublements de classes dans beaucoup de niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels pour rattraper les inégalités qui se seront inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves et de reconstruire l'Ecole.

La véritable raison de la réouverture des écoles dès le 11 mai

Pour le SNUDI-FO 94, cette annonce gouvernementale est une faveur accordée au MEDEF qui appelle à reprendre l'activité économique au plus vite au mépris de la santé de la population. Pour ce faire, le gouvernement lèverait les autorisations d'arrêt de travail pour garde d'enfant à tous les salariés. Le patronat s'est d'ailleurs déclaré "satisfait".

En Europe, la France apparaît comme une exception puisque la plupart des autres pays, en particulier tous ceux qui ont, comme nous, un très grand nombre de morts, ont décidé de ne rouvrir les écoles qu'en septembre.

Un récent sondage dont les résultats viennent d'être rendus publics indique que 54% des français sont défavorables à la réouverture des écoles le 11 mai.

Un article du Parisien en date du 15 avril rend compte des réticences de nombreux Maires d'Ile-de-France :

- « *Cela me paraît inadapté lorsqu'on sait comment fonctionnent les établissements. On ne pourra pas faire cohabiter les élèves et le personnel dans des conditions sanitaires satisfaisantes.* »
- « *Comment demander à des enfants de 3, 4 ou 5 ans de respecter les gestes barrières ? Tant que nous ne disposerons pas de tests de dépistage et de masques en nombre suffisant, il sera impossible d'organiser un retour en classe sûr.* »
- « *Pour une ville comme la mienne (NDLR : 29 263 habitants), il faudra équiper 4 000 élèves et 500 personnels encadrants. A raison de trois masques par jour et par personne, il faudra 15 000 masques par jour.* »

- « *Derrière ça, il y a visiblement une motivation pour remettre les parents au travail* ».
- « *On ne peut pas annoncer la reprise de l'école et maintenir les restaurants, cafés fermés* »
- « *C'est de l'inconscience, je ne vois pas comment on peut assurer la sécurité des élèves, des enseignants et des personnels municipaux sans masque et sans test.* »

Le premier Ministre du Québec contraint de reculer devant la mobilisation

Le 10 avril dernier, le Premier ministre de la province du Québec, François Legault, avait annoncé ne pas exclure la réouverture des écoles et garderies le 4 mai, soit trois semaines à compter de son allocution. Sa principale justification résidait dans le fait que le Covid-19 frappait moins fort chez les plus jeunes : *"Plus les enfants vont être immunisés par la maladie, moins ils vont devenir des vecteurs actifs pour les personnes plus âgées. [...] Il faut comprendre que les jeunes qui pourraient attraper la maladie, avec presque aucun symptôme, c'est comme si on les vaccinait"*, a-t-il illustré. "C'est la vaccination naturelle qui va s'installer", précisait de son côté Horacio Arruda, le directeur national de la santé publique de Québec.

Mais la proposition n'a trouvé que très peu d'écho, et une pétition, qui a recueilli près de 146.000 signatures en l'espace de quelques heures, a été mise en ligne « *La santé des Québécois avant tout* ».

Face à cette défiance, François Legault a été forcé de rétropédaler quelques heures après sa déclaration, affirmant avoir pris la mesure de la réaction populaire et de repousser la réouverture des écoles.

Pour le SNUDI-FO 94, c'est clair : c'est NON !

Pour le SNUDI-FO 94, tant qu'il y a un risque sanitaire, les écoles ne doivent pas rouvrir. Il est impossible d'exposer les enfants et par conséquent leurs familles, les enseignants et de transformer les groupes scolaires en « incubateurs à coronavirus » pour satisfaire les appétits des actionnaires, plutôt que de protéger la population.

Le SNUDI-FO 94 prend contact avec les autres organisations syndicales, avec les associations de parents d'élèves pour proposer une démarche commune, à l'instar de ce qui vient de se passer au Québec.

Tout doit donc être fait pour faire reculer Macron et Blanquer. Il est hors de question que les écoles rouvrent le 11 mai et tant qu'il y a un risque pour la santé des enfants, de leurs familles et les personnels.

Créteil, le 15 avril 2020

Parce que notre seule règle est la défense des personnels et leur protection face à la déréglementation que tente d'imposer le Ministère à ses personnels,

Parce que la force d'un syndicat, c'est le nombre de ses adhérents,

nous vous invitons à rejoindre le SNUDI-FO 94